

## **Communiqué Au sujet du dossier de presse de la Présidence de la République à l'occasion de la visite officielle du Président de la République française au Cameroun.**

Dans le cadre de la visite officielle du Président de la République française au Cameroun, les 25, 26 et 27 juillet 2022, le Cabinet civil de la Présidence de la République du Cameroun a publié un document intitulé « Dossier de presse ». Il s'agit donc d'un outil de communication à destination des médias qui aurait dû, à défaut d'être complet sur les questions abordées, remplir le critère essentiel d'exactitude factuelle, donc de la crédibilité. Faute de quoi, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un outil d'une propagande fondée sur une manipulation des faits.

Ainsi, à la page 12 de ce dossier, le paragraphe consacré aux libertés politiques place le Cameroun au rang des « grandes démocraties libérales », où les libertés publiques sont régies notamment par la Constitution et les lois sur la liberté d'association. S'agissant en particulier des manifestations publiques, le fameux dossier de presse affirme :

« La démocratie apaisée impulsée par le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, fait face de manière récurrente à des velléités de bravade par certains acteurs socio-politiques des lois établies en matière des libertés publiques, notamment celles régissant les manifestations publiques. A cet égard, depuis 2018, date de la dernière élection présidentielle au Cameroun, on a enregistré dans l'espace public, des manifestations à caractère insurrectionnel et/ou régionaliste, menées par des partisans des partis politiques à l'idéologie

extrémiste. Au regard de la diversité sociologique et culturelle de la Nation camerounaise, cette violation permanente du cadre réglementaire régissant les libertés publiques est de nature à mettre à mal la cohésion et l'équilibre du pays si chers au Chef de l'Etat camerounais. »

L'emploi du pluriel pour désigner les formations politiques prétendument « à idéologie extrémiste », que ce dossier considère comme étant, « depuis 2018 », les auteurs « des manifestations à caractère insurrectionnel et/ou régionaliste » est un vernis beaucoup trop léger pour tromper quiconque : c'est le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) qui est visé. Pour l'histoire, notre parti ne saurait garder le silence devant ce tissu de mensonges propagés dans un style qui ne dissimule guère la haine que lui voue le régime.

Le Cameroun d'aujourd'hui est aussi éloigné de la démocratie libérale que la prestidigitacion l'est par rapport à la réalité, avec le régime en place comme vendeur de l'illusion démocratique. Si la liberté de manifester constitue un droit constitutionnellement consacré, son exercice effectif est rendu simplement illusoire par un régime politique intrinsèquement étranger à l'idée même de liberté et qui contrôle de manière autocratique l'ensemble de l'appareil de l'Etat et les espaces d'expression citoyenne. Pire, des honnêtes citoyens participant en octobre 2018, janvier et juin 2019, septembre 2020 à des manifestations pacifiques organisées par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) pour réclamer la fin de la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et un dialogue national inclusif pour résoudre la crise, la réforme consensuelle du système électoral, la transparence dans la gestion des fonds publics affectés la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations au Cameroun, ont été arrêtés par centaines, torturés et placés en détention. Après des procès iniques, en l'absence de la plupart des accusés devant des Tribunaux militaires placés sous l'autorité politique et hiérarchique directe de la Présidence de la République, nombre de ces prisonniers politiques du régime ont été condamnés jusqu'à sept années de prison sous des prétextes aussi fallacieux que ridicules d'insurrection. Un de nos militants détenu à la prison de New Bell à Douala, est mort en juin 2022. Dans le même

temps, les militants du parti au pouvoir ont non seulement le loisir de manifester sans déclaration préalable, mais aussi le privilège associé de détruire, à l'occasion et en toute impunité, des biens publics ! Telle est « la démocratie apaisée » impulsée par le régime en place, à savoir une machine d'épuration politique bien huilée à laquelle participent, dans une orchestration digne des systèmes autocratiques d'une autre époque, un appareil répressif d'une férocité inimaginable.

Depuis sa création en 2012, le MRC fait l'objet d'un ostracisme et d'une répression systématiques de la part de l'appareil politico-administratif et sécuritaire de l'Etat, alors même qu'il a opté pour le changement dans la paix et par les urnes dans notre pays et ne s'en est jamais départi. L'élection présidentielle d'octobre 2018 et ses lendemains ne marquent qu'une saison, certes importante, dans l'entreprise au long cours du régime visant à empêcher l'émergence d'une force politique alternative crédible au Cameroun. Dans cette entreprise toujours en cours, aucune arme n'est négligée : tantôt le MRC est traité de « petit parti » ; tantôt de « parti régionaliste » mais systématiquement interdit de manifester sur l'ensemble du territoire, notamment dans des parties du pays considérées comme « le socle granitique » du parti au pouvoir ; tantôt de parti insurrectionnel voulant renverser le régime par la force, mais sans armes, alors que ses manifestants pacifiques et pacifistes n'ont que leur Manuel du Marcheur pacifique et leur foi en la possibilité d'un avenir meilleur pour tous les Camerounais.

Malgré ces efforts multiformes de déstabilisation financés par les ressources de l'Etat, le MRC a gagné la bataille des idées au Cameroun et son candidat s'est vu voler sa victoire nette à l'élection présidentielle d'octobre 2018. Depuis lors, et plus que jamais avant, le MRC est dans le viseur des clans qui se disputent pour la succession.

Le fameux dossier de presse montre à quel point certaines personnes au sein du régime en place au Cameroun sont psychorigides, incapables d'envisager les relations avec ceux qui pensent différemment autrement que sous l'angle du mépris, de la haine, de la terreur et de l'exclusion. Enfermées dans une logique

obsidionale, elles refusent toute ouverture, la construction des relations apaisées, fraternelles. On se demande comment elles comptent sortir le pays du gouffre où elles l'ont plongé si elles sont à ce point inaptes au dialogue, à construire des passerelles, à concevoir une évolution politique qui permette à notre pays de réussir une alternance/transition pacifique pour le bonheur de notre peuple.

Fait à Yaoundé, le 24 juillet 2022

Le Président national

Maurice KAMTO